

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

22 11 2013

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Nos réf : SVDALKIA RABIERE/100.670/13.11.2013

Vos réf. :

Affaire suivie par :

Vérifiée par :

@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 16 – Fax : 02 47 44 63 89

Courriel : ut37@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Aménagement du Territoire et  
des Installations Classées  
BP 3208  
37925 TOURS Cedex 9

**Objet :** Société DALKIA FRANCE – Chaufferie urbaine La Rablière – JOUE-LES-TOURS,  
Mise en conformité des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques des  
installations de combustion avec la directive IPPC (2<sup>ème</sup> phase).  
– Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>LA CHAUFFERIE URBAINE LA RABIERE</b>	<b>2</b>
2.1	MISE EN CONFORMITE AVEC LA DIRECTIVE IPPC – 1 <sup>ère</sup> PHASE	2
2.2	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	2
2.3	SITUATION ADMINISTRATIVE	3
2.4	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	3
2.5	DIRECTIVE IPPC	3
<b>3</b>	<b>MISE EN CONFORMITE AVEC LA DIRECTIVE IPPC – 2<sup>ème</sup> PHASE</b>	<b>3</b>
3.1	ANALYSE TECHNICO-ECONOMIQUE	3
3.2	PROPOSITION DE REVISION DES VALEURS LIMITES D'EMISSION	3
<b>4</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>4</b>
<b>ANNEXE</b>		<b>6</b>

## **1 Introduction**

Certaines installations, outre l'obligation qui leur est faite de respecter les dispositions techniques résultant de l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en matière de rejets gazeux, relèvent de la Directive n°2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC en anglais).

Pour ce qui concerne les installations de combustion :

- celles qui relèvent de l'autorisation préfectorale pris en application de la réglementation des installations classées, ont une puissance thermique maximale supérieure à 20 MWth ;
- celles qui relèvent également de la Directive IPPC, ont une puissance thermique de 50 MWth.

Les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 30/07/03<sup>1</sup> s'appliquent également aux chaudières présentes dans des installations de combustion d'une puissance supérieure à 20MWth.

Pour l'essentiel, la directive IPPC vise à minimiser la pollution émanant de différentes sources industrielles.

Les installations existantes devaient se mettre en conformité avant le 30 octobre 2007.

La directive IPPC se base sur plusieurs principes dont celui des Meilleures Techniques Disponibles (MTD). Les valeurs limites d'émission (VLE) fixées par les autorisations d'exploiter doivent être basées sur les Meilleures Techniques Disponibles, telles que définies dans ladite Directive IPPC.

Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble. Elles sont référencées dans un document européen : le BREF.

## **2 La chaufferie urbaine La Rabrière**

### **2.1 Mise en conformité avec la directive IPPC – 1<sup>ère</sup> phase**

Le respect de l'objectif visant à faire en sorte que les installations existantes de l'établissement soient rendues conformes avec les termes de la Directive IPPC s'est traduit, sur le plan administratif, par l'arrêté complémentaire n°18456 du 30 octobre 2008 dont la stratégie a consisté :

- d'une part à reprendre les valeurs limites d'émission indiquées dans l'arrêté ministériel du 30/07/03 lorsque celles-ci étaient identiques à celles qui auraient été obtenues par la mise en œuvre des MTD ;
- d'autre part, pour les paramètres dont les valeurs limites d'émission indiquées dans l'arrêté du 30/07/03 étaient supérieures aux valeurs limites d'émission de référence obtenues par mise en œuvre des MTD, à demander à l'exploitant de réaliser une étude technico-économique relative aux écarts potentiels entre les rejets de l'établissement et les valeurs limites de référence.

### **2.2 Présentation de l'établissement**

La chaufferie urbaine de JOUE-LES-TOURS est constituée des installations de combustion suivantes :

- Un ensemble de générateurs (chaudières) d'une puissance totale de 37.13 MWth  
Générateur 1 (6,89MW) - gaz  
Générateur 2 (15,12 MW) - gaz  
Générateur 3 (15,12 MW) - gaz  
Générateur 4 (15,12 MW) – Flouil lourd – Cet équipement est identifié comme générateur

de secours.

- Une unité de cogénération constituée de 5 moteurs, consommant du gaz, d'une puissance totale de 27.775 MWth.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 30/07/03 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth.

La chaufferie produit de la chaleur et de l'eau chaude sanitaire pour les quartiers de la Rabière et du Morier (voir plan de situation figure 1 et 2 en annexe).

### **2.3 Situation administrative**

L'établissement a fait l'objet des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 26 octobre 1998 autorisant la société ESYs MONTENAY à poursuivre l'exploitation de la chaufferie située rue Charles Gerhardt à Joué-Les-Tours, et à procéder à son extension par la mise en place d'une unité de cogénération,
- arrêté préfectoral du 14 juin 2001 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1998, autorisant la société DALKIA (anciennement ESYs MONTENAY) à exploiter une unité de cogénération à Joué-Les-Tours (Chaufferie de la Rabière),
- arrêté préfectoral du 19 février 2004 complémentaire aux arrêtés du 26 octobre 1998 modifié par l'arrêté du 14 juin 2001 autorisant la société DALKIA à poursuivre l'exploitation de la chaufferie de la Rabière située à Joué-Les-Tours,
- arrêté préfectoral du 30 octobre 2008 complémentaire aux arrêtés du 26 octobre 1998 et du 14 juin 2001 relatifs à l'exploitation d'une chaufferie et à la mise en place d'une unité de cogénération exploitées par la société DALKIA située rue Charles Gerhardt à Joué-Les-Tours.

### **2.4 Nature et volume des activités**

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour les installations suivantes :

Rubrique	ICPE	Volume autorisé
2910.A.1	Installation de combustion	64,995 MW
253/1430	Stockage de liquides inflammables (Fioul lourd)	165 m <sup>3</sup> équivalent

### **2.5 Directive IPPC**

La puissance thermique totale des installations de combustion étant supérieure à 50 MW, les activités de l'établissement entrent dans le champ d'application de la directive IPPC (rubrique 1.1 de l'annexe I de la directive n°2008/1/CE relative à la prévention et la réduction intégrées de la pollution).

## **3 Mise en conformité avec la directive IPPC – 2<sup>ème</sup> phase.**

### **3.1 Analyse technico-économique**

Conformément aux articles 2.2.2.II et 2.2.4.II de l'arrêté du 30 octobre 2008 précité, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une analyse technico-économique relative aux écarts potentiels entre les rejets en oxyde d'azote (NOx) de l'établissement (chaudières et unité de cogénération) et les valeurs limites de référence issues des BREF.

Cette analyse conclut qu'il n'est pas envisageable d'amortir l'investissement nécessaire pour la rénovation des installations afin de respecter les VLE relatives aux NOx sans pénaliser le coût pour l'abonné à hauteur d'une augmentation du coût des charges de l'ordre de 20 à 30%. L'analyse fait également ressortir que les émissions actuelles des chaudières en NOx ne sont pas très éloignées des VLE des BREF.

### **3.2 Proposition de révision des valeurs limites d'émission**

Dans le tableau suivant et pour le paramètre NOx (oxydes d'azote) nous avons comparé la valeur limite d'émission (VLE) actuellement applicable aux installations (VLE arrêté du 30/10/08), la VLE référencée dans le BREF (VLE BREF LCP), la valeur maximale mesurée lors des 6 derniers contrôles annuels réglementaires (Résultats d'analyses max) et la VLE que nous proposons dans le projet d'arrêté joint en annexe.

Les concentrations ci-dessous sont exprimées en mg/Nm<sup>3</sup>, gaz sec à 3% d'O<sub>2</sub>.

	VLE Arrêté du 30/10/08	VLE BREF LCP <sup>2</sup>	Résultats d'analyses max	VLE projet APC
Générateur 1 Gaz 6.98 MW	225	100	127	150
Générateur 2 Gaz 15.12 MW	225	100	157	150
Générateur 3 Gaz 15.12 MW	225	100	179	150

Nous proposons de fixer la VLE du paramètre NOx à 150 mg/Nm<sup>3</sup>, ce qui permet de tendre vers la VLE issue du BREF (100 mg/Nm<sup>3</sup>).

Le générateur n°4, qui consomme du fioul lourd, est un générateur de secours.

Les concentrations ci-dessous sont exprimées en mg/Nm<sup>3</sup>, gaz sec à 5% d'O<sub>2</sub>.

	VLE Arrêté du 30/10/08	VLE BREF LCP <sup>3</sup>	Résultats d'analyses max	VLE projet APC
Cogénération Gaz	350	270	361	350

Au vu des résultats d'analyses et des performances de l'installation, il n'est pas possible, dans l'état actuel des performances des moteurs, de réviser la VLE relative au NOx pour les moteurs de l'unité de cogénération.

Les autres paramètres (poussières, SO<sub>2</sub>, CO) sont, dans le projet d'arrêté, mis en conformité avec les VLE issues des BREF, pour toutes les installations de combustion, ou ne changent pas si celles mentionnées dans l'arrêté du 30/10/08 sont plus restrictives.

#### 4 Conclusion

Au regard des conclusions de l'analyse technico-économique présentée par l'exploitant nous proposons de réviser à la baisse la VLE du paramètre NOx dans les rejets atmosphériques pour les générateurs, sans toutefois atteindre la VLE référencée dans le BREF LCP et de conserver la VLE prescrite par l'arrêté du 30/10/08 pour l'unité de cogénération.

Les autres paramètres (poussières, SO<sub>2</sub>, CO) sont, dans le projet d'arrêté, mis en conformité avec les VLE issues des BREF ou ne changent pas si celles mentionnées dans l'arrêté du 30/10/08 sont plus sévères.

Le projet d'arrêté, joint au présent rapport, va permettre de finaliser l'exercice de mise en conformité des installations de la Chaufferie de la Rabière avec la directive IPPC.

Pour information, la directive IPPC a été remplacée par la directive 2010/75/UE relative aux émissions Industrielles (directive IED). Cette directive imposera ultérieurement à l'exploitant de la Chaufferie de la Rabière de se mettre en conformité avec celle-ci.

Nous proposons de prendre, en application de l'article R. 512-31, un arrêté préfectoral complémentaire pour réviser les VLE, précédemment exposées, des rejets atmosphériques des installations de combustion exploitées par la société DALKIA France situées rue Charles Gerhardt sur le territoire de la commune de JOUE-LES-TOURS.

<sup>2</sup> LCP = Large Combustion Plant (Grande installation de combustion)

<sup>3</sup> LCP = Large Combustion Plant (Grande installation de combustion)

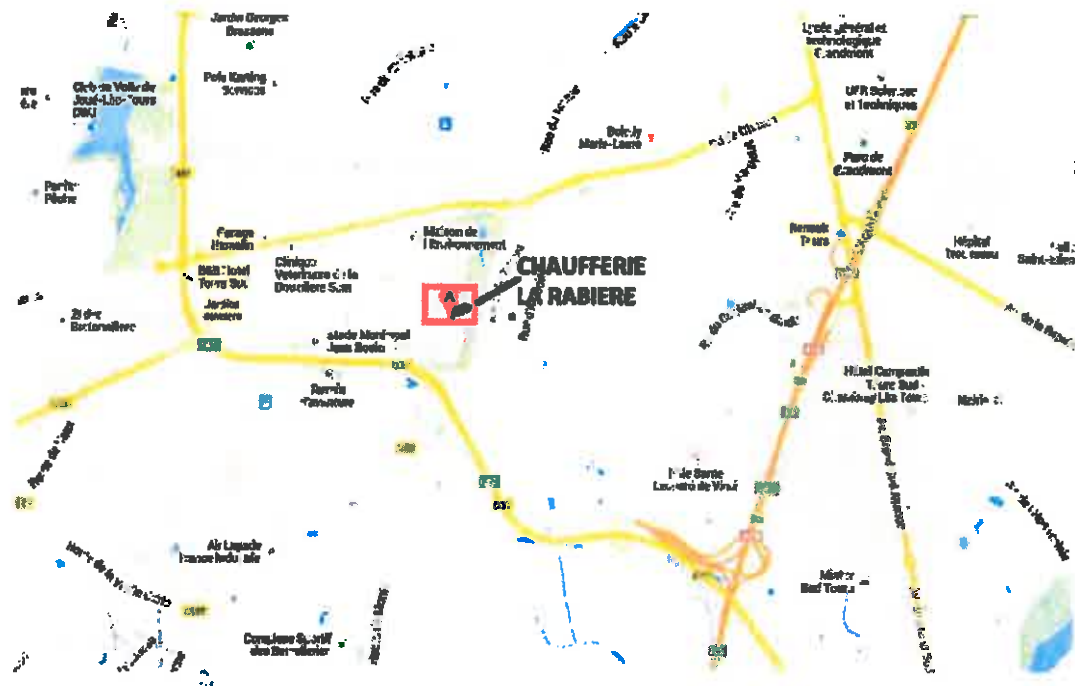
L'Inspection des Installations Classées soumet également à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ce projet d'arrêté auquel elle donne un avis favorable.

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement du Territoire et des Installations Classées

Copie à : DREAL - SEIR

**ANNEKE**

**FIGURE 1 – PLAN DE SITUATION (SOURCE : GOOGLEMAPS)**



**FIGURE 2 - VUE AERIENNE DU SITE (SOURCE : GOOGLMAPS)**

